

OGEC EXTERNAT CHAVAGNES

**31, AVENUE CAMUS
44000 NANTES CEDEX 1**

**RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
A L'ASSEMBLEE GENERALE STATUANT SUR
LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS
LE 31 AOUT 2024**

**Lionel DURAND
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes
275 boulevard Marcel Paul- ZA Exapole Bâtiment I
44821 SAINT HERBLAIN CEDEX
Tél : 02.40.95.16.16
E-mail : lionel.durand@cabinetdurand.com**



RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS



OGEC EXTERNAT CHAVAGNES
31 AVENUE CAMUS 44042 NANTES CEDEX 1

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 Août 2024

Aux membres de l'association OGEC EXTERNAT CHAVAGNES

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association OGEC EXTERNAT CHAVAGNES relatifs à l'exercice clos **le 31 Août 2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période **du 1^{er} Septembre 2023** à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Il est mentionné dans l'annexe des comptes annuels en événements principaux e l'exercice la fin d'un bail à construction et ses conséquences comptables.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié la correcte application des normes en matière de comptabilisation et de suivi des subventions d'investissements et des subventions d'exploitations ainsi que la correcte comptabilisation des contributions des familles et produits issus de la restauration au sein de l'établissement.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir



qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

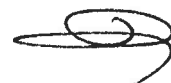
Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint Herblain,
Le 28 Janvier 2025.


Lionel DURAND
Commissaire aux Comptes



COMPTES ANNUELS

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, cursive letter 'g' followed by a horizontal stroke.

Bilan et Compte de résultat



[Handwritten signature]

Bilan Actif

OGEC EXTERNAT CHAVAGNES

Période du 01/09/23 au 31/08/24
Edition du 14/01/25

	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/08/2024	Net (N-1) 31/08/2023
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concession, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Fonds commercial (1)				
Autres	60 102	60 102		
Immobilisations incorporelles en cours	60 102	60 102		
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	12 581 243	9 464 129	3 117 114	3 982 523
Installations techniques, matériel et outillage industriel	3 370 909	3 268 360	102 549	98 255
Autres	1 893 021	1 740 094	152 927	186 597
Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations corporelles en cours	677 253		677 253	384 405
Avances et acomptes	1 178		1 178	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)				
Participations	152		152	152
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	4 141	102	4 038	4 038
TOTAL I ACTIF IMMOBILISE	18 648 102	14 592 889	4 055 213	4 655 970
STOCKS ET EN-COURS				
AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	22 907		22 907	535
CRÉANCES (3)				
Créances usagers et comptes rattachés	42 441	13 062	29 379	25 096
Autres créances	36 991		36 991	222 535
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	745 778		745 778	740 809
INSTRUMENTS DE TRESORERIE				
DISPONIBILITES	7 617 926		7 617 926	6 780 524
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	32 855		32 855	45 759
TOTAL II ACTIF CIRCULANT	8 498 897	13 062	8 485 835	7 815 259
Frais d'émission d'emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	27 146 999	14 605 952	12 541 047	12 471 229
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an				
(3) Dont à moins d'un an				99 564
ENGAGEMENTS RECUS				
Legs nets à réaliser :				
Acceptés par les organes statutairement compétents				
Autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				

Bilan Passif

OGEC EXTERNAT CHAVAGNES

Période du 01/09/23 au 31/08/24
Edition du 14/01/25

	Net (N) 31/08/2024	Net (N-1) 31/08/2023
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatif sans droit de reprise	37	37
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise		
Réserves	10 400 730	10 301 754
Report à nouveau sur gestion propre		
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	(76 050)	98 975
Autres fonds associatifs		
Fonds associatif avec droit de reprise		
- Apports		
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés		
- Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
- Subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables		
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables par l'organisme	649 327	635 673
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
TOTAL I FONDS ASSOCIATIFS	10 974 042	11 036 439
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	221 593	203 109
TOTAL II PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	221 593	203 109
FONDS DEDIES		
Sur subventions de fonctionnement		
Sur autres ressources		
TOTAL III FONDS DEDIES		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	323 710	331 417
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	250 428	274 957
Dettes fiscales et sociales	176 259	133 324
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	701	701
Autres dettes	174 928	75 771
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance (1)	419 386	415 511
TOTAL IV DETTES	1 345 412	1 231 681
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	12 541 047	12 471 229
(1) A plus d'un an	A moins d'un an	1 362 951
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
ENGAGEMENTS DONNES		



Compte de Résultat en liste

OGEC EXTERNAT CHAVAGNES

Période du 01/09/23 au 31/08/24
Edition du 14/01/25

	31/08/2024	31/08/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION (1) :		
- Ventes de marchandises		
- Production vendue [biens et services]	4 213 952	3 564 523
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	4 213 952	3 564 523
Dont à l'exportation :		
- Production stockée		
- Production immobilisée		
- Produits nets partiels sur opérations à long terme		
- Subventions d'exploitation	2 268 723	2 307 807
- Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	38 040	12 276
- Cotisations	175 308	
- Autres produits	31 277	179 116
TOTAL I PRODUITS D'EXPLOITATION	6 727 300	6 063 722
CHARGES D'EXPLOITATION (2) :		
- Achat de marchandises		7 506
Variation de stocks		
- Achats de matières premières et autres approvisionnements		(11)
Variation de stocks		
- Autres achats et charges externes	3 255 862	3 043 187
- Impôts, taxes et versements assimilés	196 828	215 216
- Salaires et traitements	1 730 734	1 617 938
- Charges sociales	709 722	671 675
- Dotations aux amortissements et aux provisions		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	486 721	557 925
- Sur immobilisations : dotations aux provisions		
- Sur actif circulant : dotations aux provisions	14 643	4 873
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	32 965	22 450
- Subventions accordées par l'association		
- Autres charges	11 871	4 204
TOTAL II CHARGES D'EXPLOITATION	6 439 345	6 144 963
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	287 955	(81 241)
PRODUITS FINANCIERS :		
- De participation (3)		25 000
- D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
- Autres intérêts et produits assimilés (3)	121 789	24 666
- Reprises sur provisions et transferts de charges		
- Différences positives de change		
- Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III PRODUITS FINANCIERS	121 789	49 666
CHARGES FINANCIERES :		
- Dotations aux amortissements et aux provisions		
- Intérêts et charges assimilées (4)		
- Différences négatives de change		
- Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV CHARGES FINANCIERES		
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	121 789	49 666

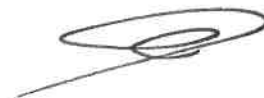


Compte de Résultat en liste - suite

OGEC EXTERNAT CHAVAGNES

Période du 01/09/23 au 31/08/24
Edition du 14/01/25

	31/08/2024	31/08/2023
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	409 745	(31 575)
PRODUITS EXCEPTIONNELS :		
- Sur opérations de gestion	176 455	17 678
- Sur opérations en capital	122 264	126 477
- Reprises provisions et transferts de charges		
TOTAL V PRODUITS EXCEPTIONNELS	298 719	144 155
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
- Sur opérations de gestion	87 257	9 454
- Sur opérations en capital		
- Dotations aux amortissements et aux provisions	673 472	
TOTAL VI CHARGES EXCEPTIONNELLES	760 729	9 454
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	(462 010)	134 701
IMPOT SUR LES BENEFICES (VII)	23 785	4 150
- Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (VIII)		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées (IX)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VIII)	7 147 809	6 257 542
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + IX)	7 223 859	6 158 567
EXCEDENT OU DEFICIT	(76 050)	98 975
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
PRODUITS		
- Bénévolat		
- Prestations en nature	1 528 516	1 449 725
- Dons en nature		
TOTAL	1 508 516	1 449 725
CHARGES		
- Secours en nature		
- Mise à disposition gratuite de biens et services	(1 528 516)	(1 449 725)
- Personnel bénévole		
TOTAL	(1 508 516)	(1 449 725)



Annexe



A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'B' or 'C' shape with a long horizontal stroke extending to the left.



Evènements principaux de l'exercice

Bail à construction arrivé à échéance

Notre association avait consenti et accepté un bail à construction avec l'Association des Enfants Nantais le 5 novembre 2003 pour une durée de 20 années à compter rétroactivement du 1er janvier 2003 pour se terminer le 31 décembre 2022.

L'ensemble immobilier édifié sur la parcelle de terrain (objet du bail), comprenant divers bâtiments à usage scolaire, dépendances, dégagements, cours, terrain de sports et espaces verts) a été amorti dans les comptes de notre association sur la durée d'usage entre 15 et 50 ans.

En conséquence, la valeur résiduelle des constructions édifiées et qui devienne la propriété du bailleur à la fin de ce bail a été valorisé à 673.472 € à l'ouverture du présent exercice le 1er septembre 2023.

Cette valeur résiduelle a été comptabilisée dans le résultat exceptionnel par un amortissement exceptionnel (différence entre l'amortissement sur la durée d'usage et la durée du bail).

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés conformément :

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément :

- aux dispositions du règlement n°99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.
- du nouveau règlement ANC n°2018-06
- aux dispositions du Plan comptable des établissements d'enseignement privés de septembre 1993.

A compter de l'exercice 2006, il est fait application des dispositions particulières résultant du règlement n° 99- 01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes des associations et fondations et des règlements CRC n° 2002-10 et 2004-06 relatifs aux actifs, à leur amortissement et à leur dépréciation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :



1. Immobilisations incorporelles

Les logiciels sont amortis sur 3 ans en linéaire.

2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue.

A - Constructions et agencements des constructions

Rappel :

A compter du 1 septembre 2005, il a été appliqué la méthode simplifiée dite prospective "réallocation des valeurs nettes comptables".

Cette méthode a consisté à décomposer la valeur nette comptable de chaque bâtiment pour reconstituer les différents composants du bâtiment.

La décomposition a été établie en fonction d'éléments réels ou, à défaut selon les préconisations de la Commission comptable de la FNOGEC.

Les durées d'amortissements correspondent à la durée effective d'utilisation liée au rythme de l'activité, à l'usure effective des biens immobilisés, liées à leur rythme d'utilisation.

Les durées sont les suivantes :

Constructions "gros œuvres"	50 ans en linéaire
Constructions "façades, couvertures, menuiserie"	20 ans en linéaire
Constructions "électricité, plomberie..."	15 ans en linéaire
Constructions "agencements"	15 ans en linéaire
Agencements et aménagements des constructions	5 à 20 ans en linéaire

B - Autres immobilisations corporelles

Les durées d'amortissements correspondent à la durée effective d'utilisation liée au rythme de l'activité, à l'usure effective des biens immobilisés, liées à leur rythme d'utilisation :

Matériel et outillage	5 à 10 ans en linéaire
Matériel de transport	5 ans en linéaire
Mobilier de bureau	10 ans en linéaire



3. Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

4. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

A - Autres créances

Ce poste enregistre principalement les subventions à recevoir des collectivités territoriales. Il s'agit essentiellement des subventions Falloux ayant pour objet le financement des investissements de l'OGEC EXTERNAT CHAVAGNES dans un délai de trois ans et six mois à compter de la signature de la convention de subventionnement.

Seules les subventions non reçues et affectées à un investissement sont comptabilisées en subventions à recevoir.

5. Fonds propres

Le nouveau règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, a entraîné la modification de la présentation des fonds associatifs de l'OGEC.

Les notions de fonds sans ou avec droit de reprise ont disparus. Les fonds associatifs, legs et dons ont été impactés dans le report à nouveau créditeur.

Concernant les subventions d'investissements que l'ancien règlement ANC 99-011 plaçait en fonds propres, ces dernières sont désormais traitées comme les subventions d'équipement amortissables par le compte de résultat.

Les subventions antérieurement comptabilisées au poste « Subventions investissements affectées à des biens renouvelables » et au poste « fonds associatifs sans droit de reprise » ont été intégralement reclassées au poste « Report à nouveau ».

Ces subventions dont une quote-part reste à amortir au même rythme que les immobilisations acquises ont été reclassées du poste « Report à nouveau » au poste « Subventions d'investissements affectées à des biens non renouvelables » (#131 pour la valeur brute et #139 pour les amortissements qui auraient dû être pratiqués avec cette nouvelle méthode (traitement rétrospectif)).

Traitement comptable du droit de reprise de la collectivité sur ces subventions d'investissement :

En cas de non-respect des conditions prévues dans la convention avec la collectivité qui a subventionné le bien acquis, une information sera communiquée dans l'annexe sur la nature du passif éventuel.



A la date d'arrêté des comptes les conditions prévues dans les conventions avec la collectivité sont respectées.

6. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées de manière à prendre en compte les obligations de l'association à l'égard de tiers, dont il est probable ou certain qu'elles provoqueront une sortie de ressource au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente, et dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de manière précise.

Elles sont évaluées au cas par cas, après prise en compte le cas échéant, de l'avis des experts et conseils de l'association.

A - Provision pour "indemnité de départ à la retraite"

L'indemnité dont le montant est fonction de l'ancienneté résulte d'un calcul actuel qui prend en compte les salaires individuels, l'ancienneté acquise et la probabilité de présence du salarié jusqu'à l'âge théorique de la retraite. Compte tenu des hypothèses, le montant des indemnités de fin de carrière, avec charges sociales et fiscales, au 31 août 2024 s'élève à 221.592,78 €.

Le calcul a été réalisé sur l'ensemble des salariés avec les éléments suivants :

- La convention collective appliquée est la convention collective des personnels OGEC de l'enseignement privé.
- Le départ est prévu, sauf dérogations individuelle, à 64 ans pour toutes les catégories de salariés.
- Le taux de rotation retenu est 4% pour toutes les catégories de salariés.
- Le taux de charges sociales patronales est 45% pour les catégories « employés de l'éducation » et « employés administratifs ».
- Le départ intervient à l'initiative du salarié.
- La table de mortalité utilisée est la table réglementaire TV 2010/2012.
- La méthode de calcul retenue est la méthode rétrospective du prorata temporis.
- Les plans de financement établis tiennent compte de l'ensemble des salariés.
- Les cotisations sont supposées être payées annuellement d'avance, les départs étant prévus en début d'année.

7. Dettes fiscales et sociales

Ce poste comprend principalement les dettes et charges à payer de l'association vis-à-vis du personnel, des organismes sociaux et de l'état.

8. Informations concernant le compte de résultat

A – Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations



Règles et méthodes comptables

Période du 01/09/2023 au 31/08/2024

OGEC EXTERNAT CHAVAGNES

L'association comptabilise les cotisations lors de l'appel de cotisation, émis en début d'année scolaire.
Les opérations pour le compte de l'APEL sont prévues par le PCG. L'association collecte les cotisations pour le compte de l'APEL auprès des familles, puis les reverse à l'APEL. Ces cotisations sont comptabilisées dans un compte de tiers, sans impact sur le résultat de l'OGEC.

B – Information sur les concours publics et les subventions

Le Règlement comptable ANC 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73.

Les concours publics comprennent :

Les contributions financières d'une autorité administratives qui ne sont pas des subventions,

Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

La mise en œuvre de cette notion est synthétisée comme suit :

Nature de produits	Classement comptable
Forfait d'externat	Concours publics
Financement des formations par apprentissage	Concours publics (OPCO)
Taxe d'apprentissage	Concours publics (solde 13%)
Aides à l'emploi	Concours publics

Les concours publics sont présentés au poste « subventions d'exploitation ».

Le tableau ci-dessous détail pour l'exercice 2023-2024 et 2022-2023 les comptes de ressources privées et publics.

Ressource privées et publiques de l'exercice	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Total ressources privées	4 213 952	3 564 523	649 429
Concours publics	2 252 737	2 228 842	23 895
Subventions d'exploitation	15 986	78 965	62 979
Total ressources publiques	2 268 723	2 307 807	-39 085
Total ressources privées et publiques	6 482 675	5 872 330	610 344



Règles et méthodes comptables

OGECE EXTERNAT CHAVAGNES

Période du 01/09/2023 au 31/08/2024

Tableau de détail des concours publics et subventions :

Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice N	Exercice N-1
Aides à l'emploi	5 500	-
Aides au développement des compétences	-	-
Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales technologiques et professionnelles	7 233	665
Financement des formations par apprentissage	-	-
Forfaits d'externat	2 240 003	2 228 178
<i>dont forfait Etat</i>	1 011 037	1 031 944
<i>dont forfait Région</i>	468 888	455 177
<i>dont forfait Département</i>	760 078	741 057
<i>dont forfait Communes et groupements de communes</i>		-
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue	-	-
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole	-	-
Autres concours publics	-	-
Sous-total concours publics	2 252 737	2 228 842
Subventions Etat		
Subventions Région	6 006	15 020
Subventions Département	7 480	26 307
Subventions Communes et groupements de communes		
Autres subventions d'exploitation	2 500	37 638
<i>dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus + ...)</i>		28 636
<i>dont autres subventions</i>	2 500	1 198
Report de subventions		
Sous-total subventions d'exploitation	15 986	78 965
Total concours publics et subventions d'exploitation	2 268 723	2 307 807

9. Comptes de régularisations

Produits constatés d'avance

Il s'agit principalement des forfaits externat versés par l'Etat de la Région qui ont été comptabilisés dans le compte de résultat pour l'année civile et de montants collectés au titre de la taxe d'apprentissage à affecter sur des dépenses au titre de l'exercice suivant.



10. Valorisation du droit d'usage gratuit des bâtiments scolaires mis à disposition

Dans le cadre du règlement 99-01 et du règlement de 2004 sur les actifs, l'OGEC a valorisé un droit d'utilisation gratuite et temporaire des bâtiments scolaire.

Cette valorisation permet de faire apparaître :

- la valorisation de cette mise à disposition
- le besoin de financement en cas de non-renouvellement du contrat de mise à disposition

En l'absence de contrat juridique, l'OGEC valorise la mise à disposition gratuite sur une durée de 15 ans correspondant à la consommation des avantages économiques futurs liés à la continuité du contrat d'association.

La base d'évaluation de ce droit d'usage gratuit retenu correspond à 1,5 % de la valeur de reconstruction à neuf. Au 31 août 2007, la valorisation des bâtiments à neuf mis à disposition s'élevait à 21.372.550 €.

La valorisation de droit d'usage sur 15 ans était évaluée à 4.808.820 €.

La valorisation d'un an de droit d'usage s'élève à 320.588 € et correspond à la part de loyer théorique affecté à la reconstruction.

Il a été décidé de ne pas comptabiliser cette valorisation dans les comptes de l'association. L'incidence de la comptabilisation du droit d'usage gratuit à compter de l'exercice ouvert le 1er octobre 2006 serait la suivante :

Compte	Libellé	Montant à l'actif	Compte	Libellé	Montant au passif
228	Droit d'usage gratuit des biens mis à disposition	4.808.820 €	229	Droits des propriétaires	4.808.820 €
2281	Amortissement du Droit	-4.808.820 €	229	Amortissement du droit	- 4.808.820 €
TOTAL		0 €	TOTAL		0 €

11. Evaluation de l'équivalent loyer

Dans un souci de véracité des charges, l'association a estimé le coût de la location des bâtiments mis à disposition qui constitue une ressource significative.

Cette préoccupation obéit à la volonté de faire apparaître, notamment à l'égard de l'Etat et des collectivités territoriales participant au fonctionnement de l'activité scolaire, l'ensemble des charges, y compris celles



qui ne donnent pas lieu à des flux financiers, mais constituent toutefois des charges portées par la solidarité interne du système.

Le loyer estimé correspond à 4 % du coût de la reconstruction à neuf des bâtiments (préconisation FNOGEC). L'équivalent loyer est utilisé pour déterminer les résultats analytiques de la gestion patrimoniale et de la gestion scolaire.

A compter du présent exercice, l'équivalent loyer est inscrit au compte de résultat dans la rubrique évaluation des contributions volontaires en nature conformément aux règles et méthodes comptables préconisées par la FNOGEC.

12. Contributions volontaires en nature

L'OGEC EXERNAT CHAVAGNES utilise des locaux dont l'Association propriétaires Enfants Nantes et la SCI Enfants Nantais sont propriétaires et dont l'usage correspond à une mise à disposition quasi gratuite (commodat). Sur le plan économique, il n'y a pas de différences entre la notion de mise à disposition gratuite et le prêt à usage.

Cette mise à disposition pour 20.231 m² de locaux exploités a été estimée à un montant de 1.528.516 euros en retenant 4 % de la valeur de la reconstruction qui est calculé d'après l'indice du coût de la construction du quatrième trimestre 2023.

13. Rémunérations des trois plus hauts dirigeants mandataires

Conformément aux statuts, les Dirigeants mandataires du conseil d'administration ne sont pas rémunérés pour leurs fonctions.

14. Honoraires des Commissaires aux Comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes au titre du contrôle légal des comptes pris en charge sur l'exercice s'élève à 9.360 €.



Immobilisations - Amortissements

OGEC EXTERNAT CHAVAGNES

Période du 01/09/23 au 31/08/24

IMMOBILISATIONS	Montant début exercice	Augmentations acquisitions	Diminutions cessions	Montant fin exercice
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	60 102			60 102
Terrains				
Constructions	13 918 154	202 502	1 539 414	12 581 243
Inst. techniques et outillage industriel	3 326 378	44 531		3 370 909
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport	13 591			13 591
Autres immobilisations corporelles	2 245 460	271 678		2 517 138
Immobilisations financières	4 293			4 293
TOTAL GÉNÉRAL	19 567 978	518 711	1 539 414	18 547 276

AMORTISSEMENTS	Montant début exercice	Augmentations acquisitions	Diminutions cessions	Montant fin exercice
Immobilisations incorporelles	60 102			60 102
Terrains				
Constructions	9 935 631	1 067 911	1 539 414	9 464 129
Inst. techniques et outillage industriel	3 228 123	40 237		3 268 360
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport	13 591			13 591
Autres immobilisations corporelles	1 674 458	52 045		1 726 503
TOTAL GÉNÉRAL	14 911 905	1 160 193	1 539 414	14 532 685



Provisions Inscrites au Bilan

OGEC EXTERNAT CHAVAGNES

Période du 01/09/23 au 31/08/24

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées avant le 1.1.1992				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées après le 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				

Provisions pour litiges				
Prov. pour garant. données aux clients				
Prov. pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Prov. pour pensions et obligat. simil.	203 109	32 965	14 481	221 593
Provisions pour impôts				
Prov. pour renouvellement des immo.				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres prov. pour risques et charges				
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	203 109	32 965	14 481	221 593

Prov. sur immobilisations incorporelles				
Prov. sur immobilisations corporelles				
Prov. sur immo. titres mis en équival.				
Prov. sur immo. titres de participation				
Prov. sur autres immo. financières	102			102
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	6 075	14 643	7 655	13 062
Autres provisions pour dépréciation				
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	6 177	14 643	7 655	13 165

TOTAL GÉNÉRAL	209 286	47 608	22 136	234 758
----------------------	----------------	---------------	---------------	----------------

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Bilan au 31/08/24

OGECE EXTERNAT CHAVAGNES

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	37				37
Fonds propres avec droit de reprise	-				-
Ecart de réévaluation	-				-
Réserves	10 301 754	98 976	-		10 400 730
Report à nouveau	-			-	-
Excédent ou déficit de l'exercice	98 976	- 98 976	557 832		557 832
Situation nette (sous-total)	10 301 791	-	557 832	-	10 958 598
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	635 673		202 926	189 273	649 327
Provisions réglementées					
TOTAL DES FONDS PROPRES	10 919 831	-	760 758	189 273	11 607 925



État des Créances et Dettes

OGEC EXTERNAT CHAVAGNES

Période du 01/09/23 au 31/08/24

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres créances immobilisées			
TOTAL de l'actif immobilisé :			
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Usagers	42 441	29 379	13 062
Personnel et charges sociales à récupérer			
État et autres collectivités publiques	37 330	37 330	
Confédération, Fédération, Asso. & organismes apparentés			
Débiteurs divers			
TOTAL de l'actif circulant :	79 771	66 709	13 062

TOTAL GÉNÉRAL	79 771	66 709	13 062
----------------------	---------------	---------------	---------------

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice
(2) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes sur immo. et comptes rattachés	701	701		
TOTAL :	701	701		
Fournisseurs et comptes rattachés	250 428	250 428		
Usagers avances reçues	323 710	323 710		
Dettes relatives au personnel	93 781	93 781		
État et autres collectivités publiques	82 477	82 477		
Conf., Fédération, Asso. & organ. appar	44 851	44 851		
Autres dettes	130 076	130 076		
TOTAL :	925 325	925 325		

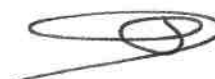
TOTAL GÉNÉRAL	926 026	926 026		
----------------------	----------------	----------------	--	--

Produits à Recevoir

OGEC EXTERNAT CHAVAGNES

Période du 01/09/23 au 31/08/24

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières Créances rattachées à des participations Autres immobilisations financières	
Créances Créances clients et comptes rattachés Personnel Organismes sociaux État Divers, produits à recevoir Autres créances	37 330
Valeurs Mobilières de Placement Disponibilités	
TOTAL	37 330



Charges à Payer

OGEC EXTERNAT CHAVAGNES

Période du 01/09/23 au 31/08/24

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	48 500
Dettes fiscales et sociales	38 123
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	
TOTAL	86 623



Charges et Produits Constatés d'Avance

OGEC EXTERNAT CHAVAGNES

Période du 01/09/23 au 31/08/24

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	32 855	419 386
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	32 855	419 386



Détail des Produits Exceptionnels et Charges Exceptionnelles

OGEC EXTERNAT CHAVAGNES

Période du 01/09/23 au 31/08/24

PRODUITS EXCEPTIONNELS	Montant	Imputé au compte
Autres produits exceptionnels de gestion - Solde famille	14 550	77180000
Autres produits sur exercices antérieurs - dégrèvement taxe foncière	161 905	77280000
Quote part subventions investissements	122 264	77700000

TOTAL

298 719

CHARGES EXCEPTIONNELLES	Montant	Imputé au compte
Charges sur exercices antérieurs - Honoraires pour dégrèvement taxe foncière	77 075	67200000
Rappels d'impôts - taxe foncière	10 182	67170000
Dotation aux amortissements exceptionnelles	673 472	68710000

TOTAL

760 729



Effectif Moyen

OGEC EXTERNAT CHAVAGNES

Période du 01/09/23 au 31/08/24

EFFECTIFS	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	13	
Agents de maîtrise et techniciens	12	
Employés	22	
Non cadres		
TOTAL		47



Contributions volontaires effectuées à titre gratuit

Bilan au 31/08/24

OGEC EXTERNAT CHAVAGNES

Nature	Valorisation
EXTERNAT DES ENFANTS NANTAIS	
Coût de la mise à disposition des locaux - valorisation locative	965 043
- déduction des loyers facturés	-50 392
CHAVAGNES	
Coût de la mise à disposition des locaux - valorisation locative	654 181
- déduction des loyers facturés	-40 316
TOTAL	1 528 516

